



28 novembre 2011 #105 La CPI semaine après semaine



Situation en Libye

Le 26 février 2011, le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé, à l'unanimité de ses membres, de saisir le Procureur de la CPI de la situation dont la Jamahiriya arabe libyenne est le théâtre depuis le 15 février 2011. Le 3 mars 2011, le Procureur de la CPI a annoncé l'ouverture d'une enquête dans la situation en Libye. Cette situation est assignée par la Présidence de la Cour à la Chambre préliminaire I. Le 27 juin 2011, la Chambre préliminaire I a délivré trois mandats d'arrêt à l'encontre de *Muammar Mohammed Abu Minyar Gaddafi, Saif Al-Islam Gaddafi et Abdullah Al-Senussi* pour des crimes contre l'humanité (meurtre et persécution) qui auraient été commis en Libye du 15 jusqu'au 28 février 2011 au moins, à travers l'appareil d'Etat libyen et les forces de sécurité. Le 22 novembre 2011, la Chambre préliminaire I a ordonné la clôture de l'affaire à l'encontre de Muammar Gaddafi suite à la mort du suspect.

Marche à suivre devant la CPI suite à l'arrestation du suspect Saif Al Islam Gaddafi en Libye

La Chambre préliminaire I de la Cour pénale internationale (CPI) a rendu un mandat d'arrêt à l'encontre de Saif Al Islam Gaddafi le 27 juin 2011, pour deux charges de crimes contre l'humanité (meurtre et persécution). Le mandat d'arrêt est toujours valide et les procédures prévues par le Statut de Rome doivent être respectées. Les juges de la Chambre préliminaire I ont la compétence exclusive de statuer sur la continuation de la procédure judiciaire devant la CPI.

En vertu de la résolution 1970 adoptée à l'unanimité du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies le 26 février 2011, les autorités libyennes ont l'obligation de coopérer pleinement avec la Cour. Le 5 juillet 2011, les autorités libyennes ont été notifiées d'une demande de coopération pour la remise du suspect et du mandat d'arrêt à son encontre.

Si les autorités libyennes entendent conduire des procédures nationales à l'encontre du suspect, elles doivent soulever devant la Chambre préliminaire I une exception d'irrecevabilité de l'affaire, ainsi que le prévoient les articles 17 et 19 du Statut de Rome de la CPI. Toute décision sur la recevabilité d'une affaire demeure de la seule compétence des juges de la CPI.

Par conséquent, et contrairement à ce qui a été indiqué dans les médias, la Chambre préliminaire I de la CPI demeure saisie de l'affaire et l'obligation pour les autorités libyennes de coopérer pleinement avec la Cour reste en vigueur.

La Chambre préliminaire I ordonne la clôture de l'affaire à l'encontre de Muammar Gaddafi

Le 22 novembre 2011, la Chambre préliminaire I de la Cour pénale internationale (CPI) a décidé de clore l'affaire à l'encontre de Muammar Mohammed Abu Minyar Gaddafi.

L'Accusation avait demandé aux juges de retirer le mandat d'arrêt à l'encontre de Muammar Gaddafi en raison du changement de circonstances causé par sa mort. La Chambre a rappelé que le but des procédures pénales est de déterminer la responsabilité pénale individuelle et que cette compétence ne peut s'exercer sur une personne défunte.

Arrivée du Procureur de la CPI en Libye

Le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI) est arrivé, le mardi 22 novembre 2011, à Tripoli (Libye). M. Luis Moreno-Ocampo et le procureur adjoint, Mme Fatou Bensouda, conduisent une délégation qui doit rencontrer des responsables libyens dans le cadre des efforts de coordination déployés à la suite de l'arrestation de Saïf Al-Islam Qadhafi et de l'annonce de l'arrestation d'Abdullah Al-Senussi, laquelle n'a pas encore été confirmée.

Le Procureur Moreno-Ocampo a déclaré : « Saïf Al-Islam Qadhafi et Abdullah Al-Senussi doivent être traduits en justice. Dans sa résolution 1970, le Conseil de sécurité de l'ONU a renvoyé la situation en Libye devant la CPI et indiqué que les autorités libyennes étaient tenues de coopérer avec la Cour. Je m'entretiendrai avec les représentants de ces autorités et demanderai à être informé des procédures nationales qu'ils proposent de mettre en œuvre afin de nous aider à analyser la question de la recevabilité de l'affaire portée contre Saïf Qadhafi et Abdullah Al-Senussi et de comprendre ce qu'ils projettent de faire. L'arrestation de ces deux personnes est une étape cruciale dans le jugement des principaux responsables des crimes commis en Libye. Il ne s'agit pas d'une question d'ordre militaire ou politique, mais bien d'une nécessité juridique. »

Les mandats d'arrêt visant Saïf Al-Islam Qadhafi et Abdullah Al-Senussi ont été délivrés par les juges de la CPI le 27 juin 2011. « La question de savoir où les procès devront se tenir doit être tranchée en consultation avec la Cour. Ce sont les juges qui en décideront en dernier ressort. Il y a des principes juridiques auxquels nul ne saurait déroger », a ajouté le Procureur.

Le Bureau continue d'enquêter en toute impartialité en Libye.

Source: Bureau du Procureur

Décisions adoptées entre le 21 et le 25 novembre 2011

Affaire Saïf Al-Islam et Al-Senussi

Decision to Terminate the Case Against Muammar Mohammed Abu Minyar Gaddafi

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 22 novembre 2011

Order Requesting Observations Regarding the "Transmission of Muammar Mohammed Abu Minyar Gaddafi's death certificate"

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 14 novembre 2011

Situation en République centrafricaine

Le gouvernement de la République centrafricaine a renvoyé la situation devant la Cour en décembre 2004. Le Procureur a ouvert une enquête en mai 2007. Dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, la seule actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, la Chambre préliminaire II a, le 15 juin 2009, confirmé deux charges de crimes contre l'humanité et trois charges de crimes de guerre, et a renvoyé l'accusé pour être jugé devant une Chambre de première instance. Le procès a débuté le 22 novembre 2010.

Décisions adoptées entre le 21 et le 25 novembre 2011

Affaire Bemba

Order regarding applications by victims to present their views and concerns or to present evidence

Rendue par la Chambre de première instance III, le 21 novembre 2011

Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les quatre affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, et *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui ainsi que le suspect Callixte Mbarushimana sont actuellement détenus par la Cour. Le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009. L'audience de confirmation des charges contre Callixte Mbarushimana s'est tenue du 16 au 21 septembre 2011. La décision sur la confirmation des charges n'a pas encore été rendue.

Décisions adoptées entre le 21 et le 25 novembre 2011

Affaire Lubanga Dyilo

Decision on the "Registrar's Submissions under Regulation 24bis of the Regulations of the Court In Relation to Trial Chamber I's Decision ICC-01/04-01/06-2800" of 5 October 2011

Rendue par la Chambre d'appel, le 21 novembre 2011

Affaire Mbarushimana

Order to the Defence for an Expedited Response to the “Prosecution’s Notice that it no longer relies on the statement of Prosecution Witness 692 to support the confirmation of charges”

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 23 novembre 2011

Decision on Defence Request for leave to withdraw pursuant to Regulation 78 of the Regulations of the Court

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 25 novembre 2011

Situation au Darfour, Soudan

Dans la situation au Darfour (Soudan), la Chambre préliminaire I est actuellement saisie de quatre affaires : *Le Procureur c. Ahmad Muhammad Harun* (“Ahmad Harun”) et *Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman* (“Ali Kushayb”) ; *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir* ; *Le Procureur c. Bahar Idriss Abu Garda* ; et *Le Procureur c. Abdallah Banda Abakaer Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus*. Quatre mandats d’arrêt ont été délivrés par la Chambre préliminaire I à l’encontre de MM. Harun, Kushayb et Al Bashir. Les trois suspects sont actuellement en fuite. Une citation à comparaître a été adressée à M. Abu Garda, qui a comparu volontairement devant la Chambre le 18 mai 2009. Après l’audience de confirmation des charges, le 8 février 2010, la Chambre préliminaire I a refusé de confirmer les charges. M. Abu Garda n’est pas détenu par la CPI. Deux autres citations à comparaître ont été délivrées contre M. Banda et M. Jerbo qui ont comparu volontairement devant la Chambre préliminaire I le 17 juin 2010 ; l’audience de confirmation des charges s’est tenue le 8 décembre 2010. Le 7 mars 2011, la Chambre préliminaire I a décidé à l’unanimité de confirmer les charges de crimes de guerre à l’encontre d’Abdallah Banda et Saleh Jerbo. Le 16 mars 2011, la Présidence de la CPI a constitué la Chambre de première instance IV et lui a renvoyé cette affaire.

Décisions adoptées entre le 21 et le 25 novembre 2011

Affaire Banda et Jerbo

Decision on Article 54(3)(e) documents

Rendue par la Chambre de première instance IV, le 23 novembre 2011

Order on the defence’s application for leave to reply

Rendue par la Chambre de première instance IV, le 24 novembre 2011

Liens utiles

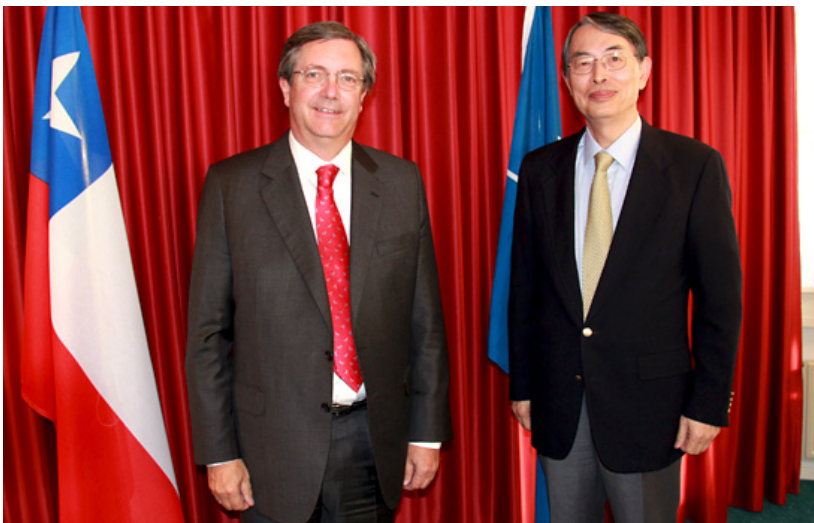
Les **procédures** se déroulant dans la salle d’audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**

Des **résumés audiovisuels** sont disponibles sur notre **chaîne YouTube** | Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur **Twitter**

Événements

Le Vice Ministre des affaires étrangères du Chili en visite à la CPI



S.E. l’Ambassadeur Fernando Schmidt Ariztía, Vice Ministre des affaires étrangères de la République du Chili, et M. le juge Sang-Hyun Song, Président de la CPI © ICC-CPI

Le 23 novembre 2011, S.E. l’Ambassadeur Fernando Schmidt Ariztía, Vice Ministre des affaires étrangères de la République du Chili, a été reçu à la Cour pénale internationale (CPI) et a tenu une réunion avec M. le juge Sang-Hyun Song, Président de la Cour.

Le Président Song a informé l’Ambassadeur Schmidt des procédures actuellement en cours et des activités de la CPI, et il lui a exprimé sa gratitude pour le soutien que le Chili apporte à la Cour, rappelant que, depuis la ratification du Statut de Rome par le Chili en 2009, toute l’Amérique du Sud fait partie de la grande famille de la CPI. Le Président a en outre remercié l’Ambassadeur de la récente ratification par le Chili de l’Accord sur les privilèges et immunités de la Cour.

L’Ambassadeur Schmidt a réaffirmé le soutien de son pays en faveur de la CPI et de toutes ses activités, soulignant que la promotion des droits de l’homme constitue l’un des piliers de la politique étrangère chilienne. Il a exprimé l’intention du Chili d’œuvrer encore plus activement en faveur du système de justice internationale mis en place par le Statut de Rome.

Calendrier

NOVEMBRE 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
28	29	30				
DECEMBRE 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
			1	2	3	4
5 La CPI accueille le président de l' <i>International Bar Association</i>	6 La CPI organise une cérémonie d'accueil pour les Maldives	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
Dixième session de l'Assemblée des États parties à New York, USA						
19	20	21	22	23	24	25
Les vacances judiciaires commencent						
Dixième session de l'Assemblée des États parties à New York, USA						
Veuillez noter qu'il n'y aura pas d'audience durant les vacances judiciaires de la Cour du vendredi 16 décembre 2011 (17h30) au lundi 4 janvier 2012 (09h00).						

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.